

# L'argent de l'État. Parcours des finances publiques au XXe siècle [Sébastien Guex]

Autor(en): **Froidevaux, Yves**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **50 (2000)**

Heft 1

PDF erstellt am: **20.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

mit dem wieder salonfähig gewordenen Antisemitismus. Einige wollten ihre Anonymität auch aus diesem Grund nicht preisgeben. Andere dagegen stellten ihre persönlichen Dokumente und Fotos für den Sammelband zur Verfügung.

Das Erfahrungs- und Meinungsspektrum der Zeitzeugenberichte ist breit, wie die Palette der einzelnen Schicksale. Einer der Interviewpartner wurde mit seinem Zwillingsbruder für die medizinischen Versuche von Mengele in Auschwitz missbraucht. Er ist der einzige Überlebende von den Zwillingskindern in Westeuropa. In die Schweiz kam er als schwer tuberkulosekrank, wie viele KZ-Opfer. Sie wurden in den Sanatorien als zahlende Privatpatienten behandelt. Fast alle Flüchtlinge hatten gravierende Probleme mit der Fremdenpolizei. Einer von den Befragten wurde von Heinrich Rothmund persönlich ausgewiesen und wieder begnadigt. Eine junge «Papierschweizerin» durfte ihre Eltern nicht über die Grenze holen, obwohl diese Jahrzehnte in der Schweiz verbracht hatten. Sie wurden umgebracht. Ein Mädchen reiste nach dem Kriegsende mit seiner restlichen Familie in die Schweiz ein, um das versteckte Geld bei den Geschäftsfreunden abzuholen. Das Geld wurde veruntreut. Trotzdem fühlen sich diese Frauen in der Schweiz zu Hause. Sie zählen zu den Überlebenden, die Dankbarkeit gegenüber ihrer Ersatzheimat empfinden. Andere sind ihr gegenüber kritisch eingestellt. Einige der Holocaustopfer blieben bis jetzt staatenlos. Alle tragen jedoch ihre unmenschlichen Erfahrungen mit. Mit zunehmendem Alter werden sie sowohl von den KZ- als auch von den negativen Schweizer-Erinnerungen heimgesucht.

*Helena Kanyar-Becker*

**Sébastien Guex: L'argent de l'Etat. Parcours des finances publiques au XX<sup>e</sup> siècle.** Lausanne, Réalités sociales, 1998, 313 p. (Le livre politique)

Y a-t-il une emprise hégémonique des théories néoclassiques et du discours néolibéral sur les finances publiques? Débouche-t-elle sur une redéfinition fondamentale de la place de l'Etat et de ses tâches dans la société d'aujourd'hui?

A ces questions, Sébastien Guex répond sans ambiguïté. Les développements de la politique financière fédérale depuis la fin des années 1980 marquent un tournant dans l'histoire de la Confédération: la remise en question fondamentale du consensus social et politique élaboré depuis l'entre-deux-guerres.

L'ouvrage est construit sur les apports décisifs de la perspective historique et dans la ligne de la sociologie financière d'inspiration marxiste. Utilisant un appareil critique substantiel, Sébastien Guex avance sur deux fronts. Il développe d'un côté sa propre analyse de l'histoire des finances de la Confédération au XX<sup>e</sup> siècle. De l'autre, il procède à une critique décapante et approfondie du discours néolibéral. A l'aide d'une solide argumentation et chiffres à l'appui, il démontre la faiblesse scientifique des théories fondant ce discours. Il en révèle la fonction idéologique et politique et met ainsi crûment en lumière les enjeux sociaux des réformes des finances fédérales mises en place dans les années 1990.

Définie comme la «manifestation d'un écart entre le rythme d'accroissement des dépenses de l'Etat et celui, plus lent, de l'accroissement des recettes» [p.19], la crise financière de l'Etat n'est pas un phénomène nouveau. Les finances fédérales connaissent des déficits chroniques depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle; il importe par conséquent de déterminer les causes structurelles de ces déséquilibres.

Au préalable, S. Guex procède à une démolition en règle, et convaincante, du modèle explicatif dominant issu du courant anglo-saxon du «Public Choice», qui

voit l'origine de la crise financière de l'Etat dans le comportement électoraliste des parlementaires. Sa critique est théorique – réfutation de l'individualisme méthodologique et de l'homologie simpliste entre économie de marché et processus électoral à la base du modèle – mais aussi et surtout empirique. Sur la base d'analyses statistiques de l'évolution des dépenses fédérales de 1917 à 1993, S. Guex démontre que, contrairement aux attentes du modèle, la relation positive entre périodes électorales et augmentation des dépenses ou déficits budgétaires ne se vérifie pas.

Quels sont alors les facteurs structurels des déficits chroniques de la Confédération? L'explication fondamentale doit être recherchée du côté des recettes dont le rythme de croissance ne suit pas celui des dépenses. Très schématiquement, le facteur primordial réside dans la situation de dépendance de l'Etat face à l'économie privée et dans la résistance fiscale des différents groupes sociaux. L'apport original de S. Guex consiste dans la démonstration de l'existence d'un second facteur, celui de la «politique des caisses vides» qui vise à restreindre le pouvoir d'intervention de l'Etat en limitant systématiquement ses moyens. Par de nombreux exemples et de multiples citations tirées des débats de l'Assemblée fédérale, de la presse ou encore des rapports des diverses associations patronales, S. Guex montre la continuité de cette politique tout au long du siècle. Il en explicite les avantages pour les classes possédantes: restreindre la pression fiscale; obliger l'Etat à recourir à l'emprunt – au grand bénéfice des banques –; limiter les capacités redistributives de l'Etat et légitimer ainsi le refus de la mise en place ou de l'amélioration de prestations sociales.

Le cas de la Suisse ne peut être traité sans aborder la question du fédéralisme. Au-delà des facteurs politiques et culturels expliquant la permanence du fédéralisme en Suisse, l'approche par les finances publiques permet à S. Guex de dégager une raison supplémentaire: les avantages qu'en tirent les milieux patronaux sur le plan fiscal. Le «fédéralisme fiscal» et son corollaire le «dumping fiscal» donnent aux classes dominantes les instruments d'une résistance fiscale accrue et représentent un atout de poids pour la place financière suisse.

Ayant fait la démonstration de l'importance de la politique des caisses vides comme cause structurelle de la crise financière de l'Etat et de ses liens étroits avec le fédéralisme fiscal, S. Guex consacre la deuxième partie de son livre à l'étude des développements récents de la politique financière de la Confédération, à l'analyse de la politique des caisses vides en action.

Tel qu'il ressort notamment du premier «livre blanc» publié au lendemain de l'échec du projet de réforme des finances fédérales de juin 1991, le programme à long terme des milieux patronaux peut sans doute être qualifié de «contre-réforme financière». Il s'agit bien d'une transformation fondamentale du système dans le but d'augmenter les profits et d'échapper le plus possible à toute redistribution des richesses: diminution de la charge fiscale sur les entreprises et le capital, remplacement de la fiscalité directe par la fiscalité indirecte et coupes sombres dans les dépenses de sécurité sociale.

S. Guex examine très attentivement les principaux reproches adressés aux finances fédérales par les milieux patronaux. Vérification faite, le catastrophisme affiché par les milieux d'affaires ne se justifie pas mais remplit une fonction politique évidente: exercer de fortes pressions et créer un climat favorable à la réforme des finances fédérales.

Cette réforme est aujourd'hui bien avancée. S. Guex procède à un examen très détaillé de l'évolution des projets et des positions respectives des acteurs politi-

ques, analysant plus particulièrement les divisions au sein de la droite. Les problèmes débattus entre 1990 et l'été 1997 sont traités chronologiquement: le projet de réforme du régime fiscal fédéral de 1990 (introduction de la TVA et allègement des droits de timbre); les raisons et les conséquences de son échec devant le peuple en juin 1991; les programmes successifs d'assainissement des finances fédérales et la démission d'Otto Stich; l'allègement des droits de timbre; l'introduction accélérée de la TVA, dont S. Guex démontre le caractère foncièrement antisocial; les attaques contre l'impôt fédéral direct.

En guise de conclusion, Guex présente un survol de l'histoire de la sociologie financière dont les prémisses sont évidentes: les finances publiques sont l'expression monétaire des tâches de l'Etat dont la détermination est hautement politique; elle est conditionnée par les rapports de forces et de domination structurant la société et, à son tour, conditionne l'évolution sociale. Pourtant ce type d'approche est peu pratiqué. A lire S. Guex, on est prêt à croire que c'est en raison même de son pouvoir de dévoilement des enjeux sociaux et des mécanismes de domination dissimulés derrière les problèmes techniques et l'aridité de la «science financière».

*Yves Froidevaux, Neuchâtel*

### **Allgemeine Geschichte / Histoire générale**

---

Gerd Althoff und Ernst Schubert (Hg.): **Herrschaftsrepräsentation im Ottonischen Sachsen** (Vorträge und Forschungen, Bd. XLVI). Sigmaringen, Jan Thorbecke Verlag, 1998, 460 S., 139 Abb.

Der vorliegende Band legt in zwölf Beiträgen die Ergebnisse der Tagung des Konstanzer Arbeitskreises für mittelalterliche Geschichte e.V. vom März 1994 im Druck vor. Die Konzentration auf die Frage nach der «Herrschaftsrepräsentation im Ottonischen Sachsen» stellte ein Problem in den Mittelpunkt, zu dem bislang trotz zahlreicher Arbeiten grundsätzliche Aussagen fehlten. In den Beiträgen von Ernst Schubert (imperiale Spolien im Magdeburger Dom), Gerhard Leopold (archäologische Ausgrabungen an Stätten der ottonischen Herrschaft in Quedlinburg, Memleben, Magdeburg), Uwe Lobbedey (ottonische Krypten), Matthias Exner (ottonische Herrscher als Auftraggeber im Bereich der Wandmalerei) und Ulrich Kuder (Die Ottonen in der ottonischen Buchmalerei) stehen vorrangig kunsthistorische Themen unter der Betrachtung der Historiker. Joachim Ehlers (Heinrich I. in Quedlinburg) stellt die königliche Repräsentation dar, während Gerd Althoff sich mit der bischöflichen in Magdeburg, Halberstadt und Merseburg auseinandersetzt. Ernst Dieter Hehl behandelt den «widerspenstigen» Bischof in der ottonischen Reichskirche, während Rudolf Schieffer den geistlichen Einfluss auf Verständnis und Darstellung des ottonischen Königtums untersucht. Timothy Reuter vergleicht eingehend die Repräsentation der ottonischen Herrscher, während Knut Görich die Öffnung des Karlsgrabes mit seinen Fragen der Heiligenverehrung, Heiligspredung und Traditionsbildung vorstellt. Das Fazit der Tagung hat Hagen Keller unter dem Thema des Gesamtbandes gezogen. Er hat in seinem Beitrag abschliessend die Grundfragen der Tagung noch einmal herausgearbeitet. Er spricht dabei das neue Verhältnis von Königtum und Reich an und die Entwicklung der königlichen Herrschaftsrepräsentation, die sich unter dem Begriff Sakralisierung des Königtums ausdrückt. Ebenso wird das Verhältnis